

*Pouvoir d'emprunt*

vaches maigres comme années de vaches grasses: c'est l'escalade continue des déficits par l'emprunt. Les intérêts imposés par le financement de ces déficits représentent pour chaque personne physique \$700 par année, 16.7 milliards en tout. Uniquement pour les intérêts, je le répète. C'est 4.8 p. 100 du produit national brut.

Il importe de souligner que le fardeau des intérêts est en fait égal à la baisse du PNB que nous avons subie l'an dernier. Il a pour résultat d'amoindrir la stimulation du secteur privé qui, on le sait, est le moteur de la croissance. Et cela par un triple effet: tout d'abord, on augmente la charge fiscale des Canadiens; ensuite, on évince des marchés de capitaux le secteur privé, qui est un créateur d'emplois connu; enfin, on freine la productivité et la croissance par une crise de confiance des investisseurs, car nous avons un gouvernement fiscalement obnubilé et inconscient qui continue de déprécier la monnaie par le recours excessif à l'emprunt.

Les emprunts contractés par l'État en vue de créer des emplois torpillent les véritables emplois, ceux qui prennent leur source dans la croissance et les relèvements de la productivité, et ceux-ci vont continuer d'être torpillés tant et aussi longtemps que ce gonflement continu des déficits se poursuivra à une cadence aussi ridicule. Résultat? Le dollar chute, le coût de la vie augmente, les intérêts restent élevés et les capitaux créateurs d'emplois cherchent des climats plus accueillants et plus lucratifs.

Comment le Canada peut-il se débarrasser de cette inconsciente mentalité fiscale? Comment peut-il attirer chez nous la prospérité et la croissance, et en conséquence la justice sociale? Est-ce en continuant d'appliquer le programme gouvernemental d'impôts et de dépenses, qui conduit le pays à la faillite? Est-ce là la politique qu'il nous faut? Je ne le pense pas. Est-ce en empruntant toujours davantage pour servir des déficits sans cesse croissants, pour lesquels il faut emprunter sans arrêt, suivant une spirale sans fin, pour pouvoir rembourser de nouveau? Non, monsieur le Président, ce ne sont pas là des solutions. Ce sont bien là les politiques du gouvernement, mais ce ne sont pas des solutions à la crise économique que nous traversons actuellement.

• (1130)

On ne pourra créer des emplois et assurer une aide sociale humanitaire aux victimes des présentes difficultés récessionnelles que si le gouvernement s'attache à réaliser une augmentation des revenus réels. Il n'y a pas d'autre façon, on ne peut pas continuer d'emprunter, il faut créer un climat de productivité, et alors le gouvernement verra ses recettes fiscales augmenter. C'est ainsi qu'on résoudra le problème, et non en empruntant sans fin. Il n'y a d'issue que par la productivité et la croissance.

Notre pays est doté d'un grand potentiel, tant sur le plan humain que sur celui des ressources naturelles. Il ne pourra se remettre que si nous renversons les tendances économiques gouvernementales. Et, pour cela, il faut changer complètement les habitudes cérébrales, l'univers mental. Ce qui compte ce n'est pas de créer encore plus de monnaie, c'est de créer plus de richesses réelles. Le critère d'une saine prospérité économique ce n'est pas la quantité de monnaie mais la qualité de cette monnaie: le pouvoir d'achat du dollar compte plus que le nombre de dollars que l'on a en poche. Combien d'entre nous n'ont

pas constaté cela, chez eux ou chez leurs commettants? Peut-être ont-ils ou gagnent-ils plus d'argent, mais qu'achètent-ils en retour? De moins en moins, pour ainsi dire, chaque année.

La clé de la reprise économique et de la prospérité pour les Canadiens ce n'est donc pas que le gouvernement augmente ses emprunts et ses dépenses, parce que l'univers mental du gouvernement est appauvri par une croissance léthargique, auto-centrée, bureaucratique et improductive qui gêne la vraie croissance du citoyen canadien. Au lieu d'imposer et de dépenser, il faut mettre dans la poche des gens plus d'argent qu'ils pourront dépenser à l'achat de biens de consommation et à la création d'emplois, pour redonner du travail à l'économie et aux Canadiens. Ce ne sont pas ceux qu'il faudrait qui empruntent et qui dépensent; ce ne sont pas ceux qu'il faudrait qui épargnent et qui investissent, directement ou indirectement, ni au profit des établissements qu'il faudrait et, dans ces établissements, des personnes qu'il faudrait. Les gens prêtent leur argent aux institutions financières; celles-ci à leur tour sont portées à le prêter au gouvernement qui, lui, s'efforce de le répartir entre tous les Canadiens. Il faut renverser la vapeur. Le gouvernement doit en effet créer un climat de confiance, afin que les particuliers qui à l'heure actuelle mettent leur argent dans des comptes d'épargne puissent de nouveau faire confiance au secteur privé et confier leur argent aux petits entrepreneurs qui sont capables de créer un plus grand nombre de véritables emplois, stimulant ainsi et la productivité et la croissance.

Nous entendons souvent parler des difficultés des agriculteurs, monsieur le Président. Ces difficultés sont très réelles. Nous y avons même consacré un débat d'urgence. Je suis le premier à en reconnaître l'importance. Mais quel sort réserve-t-on aux chefs de petites entreprises qui éprouvent des difficultés analogues? Nos institutions financières et le gouvernement s'efforcent à qui mieux mieux de les ruiner en les acculant à la faillite eux qui sont pourtant les seuls capables d'accroître le nombre des nouveaux emplois, ainsi que de favoriser la croissance et la productivité.

Le moment est venu d'accorder un répit aux petits entrepreneurs qui créent l'emploi chez nous depuis 20 ans. Le gouvernement du Canada doit voir à ce qu'ils puissent contracter les emprunts dont ils ont besoin pour traverser la crise économique actuelle. Qu'il leur facilite la tâche au cours des six prochains mois, et ils n'auront plus qu'à se laisser porter par la vague de relance américaine qui devrait en partie résoudre nos problèmes de croissance. Mais ce n'est pas en empruntant sans cesse que le gouvernement va susciter la confiance dont nous avons besoin. Ce n'est tout simplement pas le moyen approprié, car il est voué à l'échec à l'heure actuelle.

Pour amorcer la relance économique et remettre les Canadiens sur la voie de la prospérité, il faut accroître la productivité. Si je restais là, absolument immobile, et si je répétais 5,000 fois de suite que pour guérir tous nos maux, nous devons accroître notre productivité, peut-être arriverais-je à convaincre le gouvernement. Or, nous ne pourrions accroître notre productivité qu'après avoir tranché le nœud gordien de la croissance du gouvernement et sorti le secteur privé de l'ornière où il s'est enlisé. Alors même que le Canada pourrait se classer au premier rang de tous les pays de l'OCDE quant